

FORUM SOCIAL AFRICAIN

DECLARATION DE BAMAKO

UNE AUTRE AFRIQUE EST POSSIBLE !!

Du 5 au 9 janvier 2001, plus de deux cents mouvements sociaux, organisations et institutions de 43 pays africains se sont réunis à Bamako, au Mali, au cours d'un Forum Social Africain. Nous avons entrepris des analyses sérieuses, échangé nos expériences et entendu des témoignages sur une large gamme de questions économiques, sociales, politiques et culturelles qui affectent les peuples africains. Nos réflexions collectives et nos sentiments partagés ont confirmé notre conviction qu'une autre Afrique était possible et que nous pouvions la créer.

Nous nous sommes réunis à un moment où l'ordre mondial ne s'était pas encore remis des événements du 11 septembre au cours desquels, pour la première fois, l'Amérique avait été attaquée physiquement sur son propre territoire. En réaction, les Etats-Unis ont entrepris une guerre asymétrique contre les civils Afghans, et menacé d'en faire de même dans d'autres pays tels que l'Irak, le Yémen et la Somalie. Ceux qui ont attaqué les symboles de la puissance militaire et économique américaine au sein des Etats-Unis ont violé les règles des relations internationales. Mais les Etats-Unis sont allés encore plus loin et ont pris sur eux, avec leurs alliés, de mettre de côté toutes les normes du droit international, de violer la souveraineté des Etats, et d'infliger des souffrances massives aux civils innocents. Au même moment, les guerres en Afrique font nombre de victimes et sapent les moyens d'existence des populations de nombreuses parties du continent, comme la Somalie, la Sierra Leone et le Tchad. Le Forum a noté qu'il ne pouvait y avoir de paix tant que les aspirations légitimes des populations n'étaient pas respectées et qu'il ne pouvait y avoir de croissance tant qu'il n'y avait pas de paix.

Nous nous sommes réunis à un moment où le Sida et d'autres maladies susceptibles d'être éradiquées sont en train de décimer la population africaine, à un moment où, sous le joug de la mondialisation néo-libérale, les économies africaines sont contraintes de s'ouvrir davantage à l'exploitation intensifiée par des entreprises multinationales, à un moment où, par la privatisation forcée, les populations sont privées de leurs besoins humains fondamentaux tels que l'eau potable, l'éducation, l'hygiène et le logement, la sécurité alimentaire, et à un moment où, sous les programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI, et le régime de l'Organisation mondiale du commerce, les Etats en Afrique sont privés de toutes les options de politiques fiscales, monétaires et économiques pour intervenir sur le marché, pour le réglementer et assurer à leurs populations la satisfaction de leurs besoins fondamentaux.

Les participants ont noté que le Forum de Bamako était la continuation des nombreuses initiatives menées en Afrique pour réparer les injustices historiques infligées aux populations africaines. Au nombre de ces initiatives, figurent la Conférence mondiale contre le racisme à Durban, en Afrique du sud, en septembre 2001, Conférence au cours de laquelle 6.000 délégués de 153 pays s'étaient rassemblés pour dénoncer le mal qu'est le racisme, et la Conférence de Gorée qui a condamné l'esclavage infligé à l'Afrique comme crime contre l'humanité.

Un large consensus fort s'est dégagé du Forum de Bamako, selon lequel les valeurs, les pratiques, les structures et les institutions de l'ordre néo-libéral actuellement dominant étaient défavorables et incompatibles avec les valeurs et la réalisation des aspirations de l'Afrique.

Le Forum a rejeté la mondialisation néo-libérale et l'intégration accrue de l'Afrique à un système injuste comme base de sa croissance et de son développement. Dans ce contexte, il y a eu un large consensus sur le fait que des initiatives telles que le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement Africain), inspirées par les stratégies de la Banque mondiale et du FMI en matière de Programmes d'ajustement structurel, la libéralisation des échanges - qui continue de soumettre l'Afrique à un échange inégal - et les restrictions sur la gouvernance, étaient empruntées aux pratiques des pays occidentaux et n'étaient pas ancrées dans la culture et l'histoire des peuples africains. Le Forum a en outre noté que l'architecture financière mondiale et des capitaux est sérieusement viciée et qu'elle a mené à des crises répétées du type de celles survenues en Asie de l'est en août 1991, et plus récemment en Argentine. L'Afrique aussi est exposée à la fragilité du système de gouvernance globale du marché financier.

Le Forum a donc vivement recommandé aux gouvernements africains de développer et d'appliquer des systèmes réglementaires nationaux et régionaux pour contrôler les mouvements de capitaux. Il a également exigé des pays développés qu'ils prennent sérieusement la responsabilité qui leur incombe de contrôler le marché des capitaux et de créer les conditions pour accroître les liquidités internationales pour aider à financer le développement de l'Afrique et des autres pays en développement.

Dans ce contexte, le Forum a pris note du fait que les Nations Unies organisent à Monterrey, au Mexique, en mars 2002, une réunion sur le Financement du Développement. Le Forum exige de ses dirigeants politiques qu'ils ne soumettent pas davantage l'Afrique au système injuste des Institutions de Bretton Woods, au nom du financement du développement de l'Afrique. L'Afrique devrait, en tout premier lieu, revendiquer l'annulation immédiate de ses dettes en cours. L'Afrique a non seulement déjà remboursé les dettes financières à maintes reprises, mais ce sont les pays du Nord qui doivent à l'Afrique des dettes découlant de l'esclavage et du colonialisme. L'Afrique exige que la question des réparations soit abordée sérieusement à la Conférence de Monterrey. S'agissant de l'Aide Publique au Développement (APD), le Forum de Bamako a noté qu'elle était utilisée pour imposer des conditionalités économiques et politiques aux gouvernements et aux populations de l'Afrique. En tant que telle, il faudrait rejeter l'APD comme base du développement de l'Afrique, à moins qu'elle ne soit accordée aux besoins et aux conditions propres de l'Afrique. Le Forum de Bamako exhorte en outre les dirigeants africains à exiger, lors de la Conférence de Monterrey, que les institutions de Bretton Woods soient démocratisées et intégrées au régime réglementaire des Nations-Unies.

En outre, concernant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Forum de Bamako a noté son caractère intrinsèquement antidémocratique. Le Forum s'est engagé à lutter pour délégitimer les résultats de la Conférence ministérielle de Doha, pour garantir que les processus en cours à Genève et à Bruxelles (où les négociations ACP-UE ont eu lieu) ne sapent pas davantage les intérêts légitimes de l'Afrique. L'Afrique doit rejeter toute tentative de lancer une nouvelle série générale de négociations lors de la prochaine réunion de l'OMC de 2003. Elle doit négocier quand elle est prête, mais n'est pas encore prête à négocier. Les promesses « d'assistance technique » sont bienvenues, mais ne constituent pas une base suffisante pour attirer l'Afrique vers des négociations en vue d'un nouveau cycle qui imposera

de lourdes obligations au continent, alors même que nombre des engagements auxquels il a souscrit ne sont toujours pas mises en œuvre.

Le Forum de Bamako a fait part de son mécontentement concernant les progrès réalisés jusqu'ici dans la prise en compte des questions d'intérêt pour les femmes africaines. Très peu de progrès ont été réalisés depuis la Conférence de Beijing. Le Forum de Bamako a souligné la nécessité de lier l'exclusion économique et sociale continue des femmes à la mondialisation néo-libérale qui a rendu leur situation encore pire qu'auparavant. Le Forum a mis l'accent sur la nécessité de s'appuyer sur la culture de résistance, l'imagination et les talents des femmes africaines.

Le Forum de Bamako a également noté que la mondialisation néo-libérale avait érodé davantage les droits humains des populations africaines. Quand les besoins fondamentaux de la population en matière d'alimentation, de vêtements, de logement et de sources d'énergie sont quotidiennement menacés en raison de la privation forcée et de l'ouverture de l'Afrique aux Entreprises Multinationales, ni la démocratie, ni les droits humains ne sont possibles. Les restrictions imposées par l'Occident et le FMI/Banque mondiale en ce qui concerne la démocratie, la bonne gouvernance, et la corruption sont à la fois vaines et hypocrites. Dans « l'autre Afrique » que le Forum de Bamako a dans sa vision, le développement doit reposer sur l'être humain et non sur les profits des entreprises. En outre ce n'est que sur la base de la satisfaction des besoins matériels fondamentaux et des droits humains des populations qu'une démocratie véritable peut se construire.

L'avenir de l'Afrique repose entre les mains des populations africaines. L'Afrique dispose des ressources humaines et naturelles pour forger la destinée de ses populations, et nous sommes déterminés à sortir de la dépendance, héritée et imposée, vis-à-vis des forces externes.

Nous apprécions la richesse de notre diversité en tant que source de force et nous prenons la résolution d'agir de concert avec nos populations, à l'échelle nationale, régionale et continentale. Dans cet esprit, nous sommes solidaires de toutes les forces de l'Afrique qui sont attachées à la réalisation d'alternatives réelles. Nous faisons également partie du Mouvement social mondial visant à construire un monde différent. A cette fin, nous approuvons et adoptons la Charte du Forum social mondial et prenons l'engagement de bâtir le Forum social africain sur les principes énoncés dans la Charte.

Le temps n'est plus à la réflexion sur les « modèles » théoriques de développement tels que ceux imposés à l'Afrique, par le FMI, la Banque mondiale, l'OMC et les pays du G7. Il est temps d'agir, maintenant. L'Afrique doit prendre sa destinée en main. Les populations africaines – travailleurs, agriculteurs, syndicats, femmes, étudiants, jeunes – doivent combattre toutes les manifestations d'injustice et protéger leur dignité humaine.

UNE AUTRE AFRIQUE EST POSSIBLE !!
UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE !!!

FORUM SOCIAL AFRICAIN
BAMAKO, MALI, 9/01/2002

IRED - Geneva

De : Demitron H. DIB <dhdib@Netarchitects.com>
À : <ired@ired.org>
Envoyé : jeudi, 7. février 2002 14:37
Objet : The Introduction of NetArchitects to IRED

Dear Sir / Madam:

I would like to take this chance to introduce NetArchitects as an expert in Web Technologies & IT projects to the IRED. As an accredited supplier at the United Nations Procurement Office, NetArchitects is cooperating with the following agencies (UN and NGO's):

World Business Council for Sustainable Development www.wbcsdmobility.org : public website redesign, introduction of private members corner, content management tool, document management tool, newsletter subscription tool, directory service, and feedback form.

WHO intranet: collaborative tools and interactive features, discussion forum, event notices, and classified advertisement

WHO: interactive e-learning prototype CD-ROM

UNAIDS (intranet): travel monitoring system, donor tracking tool, and calendar system

WTO extranet: on-line student subscription and web based courses

UNICC: Web security audit

UNCTAD: web strategies redesign, content management, multilingual aspects, on line questionnaires and surveys, site mapping

Fertilityworld: www.fertilityworld.org content management tool and web design

Bertarelli Educational Foundation - www.bertarelli.edu: web design

ECOTEC: www.ecotec.ch web design

Touring Club Swiss web audit and analysis, site mapping

International Trade Center: www.icc-wtc.ch/en/index.htm web design

NetArchitects is a Swiss-based Internet / Intranet / Extranet solutions company with 120 staff and offices in Geneva, Zurich, Paris, Brussels and Luxembourg. NetArchitects' mission is to produce fast, efficient and quality work in the rapidly evolving web environment and to offer extensive Web support to clients. The services include auditing, consulting, web development (technical, creative and cognitive), implementation, web content management, support and maintenance. NetArchitects has extensive experience working with content in English, French and German. We have the possibility to extend our service to include other languages as our staff is composed of consultants from over 20 different nationalities who are confident in working in their mother tongue (including Arabic and Russian).

OTHER CLIENTS: NetArchitects have designed, developed and implemented Internet, Intranet and Extranet projects for partners such as

Banking : www.swissprivatebankers.com, www.genevaprivatebankers.com, www.bec.ch, www.lu.ca-indosuez.com

Industrial : www.sig-ge.ch, www.schindler.com, www.bmw.ch, www.charmilles.com/en/index.shtml

Telecom : www.ses-astra.com, www.echovox.com, www.infofoia.com

Aviation : www.swissair.com, www.privatair.com

Luxury : www.tudorwatch.com, www.baume-et-mercier.com, www.parmigiani.ch, www.moevenpickfoods.ch

Dotcom : www.fun2buy.com, www.travelstore.com

A more comprehensive client reference list can be viewed on the NetArchitects Communications SA web site www.netarchitects.com/ns/references.htm NetArchitects Communications SA is part of the Altran Group, with more than 11'000 High Technology Consulting Engineers in 12 European countries. The Altran Group is listed on the Paris Stock Exchange (Reuters RIC Code: ALTR.PA).

NetArchitects have developed the following interactive features and collaborative tools which are equipped with user-friendly administration interface:

- Feedback forms
- On-line questionnaires and surveys
- Event Notices and News Feeds
- Classified announcements
- On-line appeals
- On-line discussion boards and forums
- On-line newsletter subscription
- Mass e-mailing tools
- Content Management
- Document Management
- Directory Service
- News feeds

I would like to have a meeting with you to learn more about your web needs and IT projects and share with you our own project experience through a targeted on-line presentation of some of the above mentioned tools. I will call your office later on to follow up on potential dates for such a presentation.

Best Regards,

Demitrion H. DIB

Business Manager

dhdib@netarchitects.com

NetArchitects Communications SA

16, quai du Seujet
1201 Geneva - Switzerland
T. +41 22 7160111
T. +41 22 7160103 (Direct)
F. +41 22 7160100
www.netarchitects.com